

Prix qui flambent, salaires gelés, conditions de travail détériorées, « en marche vers France Travail » ...

Quel avenir pour les salariés de Pôle Emploi ?



Le Président de la République a annoncé dans son programme :

«Nous transformerons Pôle emploi en France travail pour mettre en commun les compétences de Pôle emploi, des régions, des missions locales. Il y a une trop grande segmentation aujourd'hui»

Alors qu'il vient de confirmer l'engagement de cette réforme, qui serait définit par un simple projet de loi, dès cet été, les salariés cadres et non cadres sont à la peine !

Année après année, le nombre de salariés en CDI de Pôle emploi s'amenuise, les suppressions de poste s'accroissent et le recours à l'emploi précaire se renforce. Augmentant ainsi la charge de travail de tous les salariés !

Aussi craignons-nous, à la CGT, que la création de France Travail ne soit qu'un moyen de casser notre convention collective, de dégrader nos missions vers encore plus de contrôle et moins d'accompagnement et de rompre l'égalité de traitement du service public sur le territoire.

Pôle emploi, service public de l'emploi, deviendrait donc France travail, service public du travail ? Mais de quel travail ? Car là est bien la question...

Celui des travailleurs non-salariés, livreurs à vélo et autres micro-entrepreneurs ? Des volontaires en service civique ? Des apprentis de 14 ans ?

Des bénéficiaires du RSA promis massivement à l'obligation de travail gratuit 15 à 20 heures par semaine qui remplaceront des véritables emplois (en mettant des salariés au chômage) ? En somme toujours plus de précarité.

Comment, et avec quels moyens ? Gageons que la création de France Travail enrichira au moins quelques cabinets conseils chargés de pondre un nouveau logo.

**Pendant ce temps-là...sur les sites,
les agents sont à bout de souffle.**



Les plans d'actions et packs de mobilisation à destination des privés d'emplois épuisent les conseillers en accompagnement, les équipes entreprises sont noyées sous les sessions de recrutements incessantes.

8 contrôles par jour sont demandés aux conseillers en charge de cette activité et le conseiller référent indemnisation tente de gérer des attentes informatiques et les messages sans fin des usagers en difficulté devant la nouvelle réforme de l'assurance chômage.

Les candidats pour les postes d'encadrants de premier niveau se font rares (malgré les campagnes de la direction) tant la pression des chiffres est grande. Les effets de la classification de 2018 se ressentent et la carrière des collègues est ralentie.

Tous ces efforts reposent encore sur l'engagement des agents, alors que l'augmentation fulgurante du coût de la vie met le plus grand nombre en difficulté. Si sous la pression de la grève la DG a dû lâcher 1% d'augmentation, cela ne compense pas la hausse des prix ! C'est un scandale ne pas pouvoir vivre décemment de son travail, à Pôle Emploi comme ailleurs !

L'urgence à Pôle Emploi ce n'est pas une énième réorganisation !

La CGT revendique le recrutement de collègues en CDI et la revalorisation des salaires !

L'augmentation de nos salaires et le blocage des prix : une urgence vitale !

Non aux projets de Macron de casse des droits et des Services Publics,

Organisons-nous toutes et tous ensemble pour faire face !